

# Nicolas Hulot : "Il faut une union sacrée sur le climat"

Le Journal du dimanche, 00h00 , le 28 juillet 2018, modifié à 12h11, le 29 juillet 2018

<https://www.lejdd.fr/politique/nicolas-hulot-il-faut-une-union-sacree-sur-le-climat-3721487.amp#click=https://t.co/dSXH9PqYui>

**Alors que l'Europe suffoque, le ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot alerte sur notre inconséquence face au réchauffement climatique. A la société dans son ensemble, il demande de se « ressaisir ».**

Il cite élégamment René Char ("L'essentiel est toujours menacé par l'insignifiant") comme pour mieux contenir sa colère. Après les catastrophes climatiques en série qu'a connues cette semaine la planète, Nicolas Hulot appelle à un électrochoc. Dans les colonnes du JDD, [le ministre de la Transition écologique et solidaire](#) veut faire fi des "divisions, réelles ou factices, alors que cet enjeu appelle une réponse universelle. La confrontation politique est nécessaire, mais sur ce point, faisons la paix. J'appelle à une union sacrée sur le climat."

**Lire aussi :** [Ce que Cohn-Bendit a dit à Emmanuel Macron à propos de Nicolas Hulot](#)

**En 2002, lors du sommet de la Terre à Johannesburg, Jacques Chirac nous alertait dans un discours que vous aviez rédigé : "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs." Est-ce encore le cas aujourd'hui?**

Nous venons de vivre une semaine d'extrêmes climatiques : incendies en Grèce et en Suède, record de température en France, inondation puis canicule au Japon. Les scientifiques nous préviennent : "Ce n'est qu'une bande-annonce." Pendant ce temps, nous regardons ailleurs. Il y a une telle disproportion dans l'attention et l'espace que l'on consacre à ces sujets par rapport à d'autres! C'est la conséquence de nos inconséquences. Nous assistons en spectateurs avertis à la gestation d'une des plus grandes tragédies de l'humanité. Les objectifs que nous nous sommes fixés aux niveaux national et international imposent un changement profond de modèle. Il y a encore quelques mois, on parlait de l'atténuation des effets du changement climatique. Aujourd'hui, nous entrons dans l'adaptation. Montée des eaux, perte de productivité agricole, développement de pathologies et de virus... Hélas, nous y sommes. Ressaisissons-nous pendant qu'il est temps.

La confrontation politique est nécessaire, mais sur ce point, faisons la paix

**Qui est responsable de cette cécité?**

Nous avons collectivement une immense responsabilité. On le voit bien quand certains partis politiques rechignent encore à faire figurer le changement climatique et la biodiversité dans l'article premier de la Constitution, comme si c'était une préoccupation mineure. Même constat avec les états généraux de l'alimentation et la loi sur les hydrocarbures. Ils n'ont pas compris que ce sujet conditionne tous les autres. Nous ne pouvons plus entretenir des divisions, réelles ou factices, alors que cet enjeu appelle une

réponse universelle. La confrontation politique est nécessaire, mais sur ce point, faisons la paix. J'appelle à une union sacrée sur le climat. Ne tombons pas dans la querelle des anciens et des modernes. Le feu est à nos portes, au sens propre comme au sens figuré.

**Vous êtes ministre de la Transition écologique et solidaire depuis quatorze mois. Que faites-vous pour remédier à cette catastrophe annoncée?**

Je fixe un cap, je prends des mesures. Mais tout le monde doit comprendre qu'un homme, un ministre, un gouvernement seuls ne peuvent rien faire. Or, je reçois des dizaines de courriers du type : "je veux mon autoroute" ou "il ne faut pas fermer ma centrale à charbon". J'ai le premier cédé à l'euphorie de la Coupe du monde. Mais j'aimerais qu'on trouve le même enthousiasme pour le climat, que nous soyons un million dans la rue pour exiger une taxe sur les transactions financières pour la solidarité avec l'Afrique, pour lutter contre la désertification. Pour dire : "Arrêtez de sacrifier l'avenir de nos enfants!"

**Vous sentez-vous soutenu par le Président et par vos collègues ministres?**

Oui, sinon je ne serais pas là à répondre à vos questions. La société dans son ensemble a pris conscience de ces enjeux, mais un décalage subsiste entre l'appréhension des causes et les implications nécessaires pour les traiter. Je ne peux m'accommoder d'un futur où les températures pourraient atteindre 55 degrés dans l'est de la France. Où les Antilles passeront d'une saison des cyclones à une saison des algues sargasses, une des multiples conséquences du chaos climatique dans lequel nous vivons. Nous manquons de synchronisme. Pour beaucoup, le modèle dominant reste celui du XXe siècle, de la croissance infinie des flux... Mais a-t-on réellement besoin d'avoir le choix entre un réfrigérateur produit en Asie et un autre en France ? Il nous faut relocaliser une partie de l'économie. Mes collègues l'ont compris. Maintenant, il faut transformer les paroles en actes.

*Les écologistes ont souvent eu raison trop tôt, et si nous les avions écoutés, nous n'en serions pas là*

**Depuis des années, scientifiques et climatologues alertent l'opinion. Cela ne conduit-il pas les citoyens à une forme de fatalisme?**

Je me méfie plus de ceux qui mettent la tête sous le tapis que de ceux qui tirent la sonnette d'alarme. On s'est beaucoup moqué des écologistes. Ils ont souvent eu raison trop tôt, et si nous les avions écoutés, nous n'en serions pas là. Mais ces écolos patentés – dont je pense avoir fait partie – doivent aussi se poser la question : pourquoi, alors qu'ils portent un sujet crucial depuis des lustres, n'ont-ils pas réussi à faire la jonction avec la société? Si on ne veut pas décourager ceux qui commencent à intégrer cette mouvance, reconnaissons les avancées plutôt que de prêcher entre convaincus. Il y a quelques mois, qui aurait pensé qu'EDF ou Total se mettraient à faire des énergies renouvelables, ou que la FNSEA chercherait des solutions alternatives au glyphosate?

**L'Europe s'est-elle suffisamment emparée du sujet du réchauffement?**

Quand je la regarde, parfois, je me désole. Quand je considère les autres espaces politiques mondiaux, je me console. Dans la perspective de la COP24, en décembre, l'Europe reste leader, et nous avons beaucoup travaillé avec des pays amis pour relever notre ambition climatique. Mais il faut reconnaître que l'Europe n'est pas aussi unie qu'elle l'a été. Cela m'inquiète, car la vague migratoire actuelle n'est qu'un simple échantillon de ce qui arrivera le jour où les migrations climatiques viendront grossir le camp des damnés de la Terre.

**Comment la France peut-elle porter le combat climatique au niveau européen, alors qu'elle laisse ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de 3% par an en dépit de ses engagements?**

Sur certains sujets, je l'admets, la France n'est pas dans les clous. Tant que nous ne serons pas sur la bonne trajectoire, je ne m'en satisferai pas. Je l'ai souligné à l'occasion du bilan de la première année du plan climat. Pour moi, ce n'est pas un échec, c'est simplement que nous devons faire plus. Nous entrons maintenant dans la période des solutions, car elles sont là : ce sont les énergies renouvelables, la voiture électrique, l'agro-écologie. Nous avons tout pour réussir, si nous n'hésitons plus.

*Sans l'action de la France, l'Europe aurait réautorisé le glyphosate pour dix ans*

**N'est-il pas trop tard pour nous adapter?**

Non. À la rentrée, nous présenterons le plan d'adaptation au changement climatique, construit après un an de consultations avec les territoires, les entreprises. Chacun doit se préparer, qu'on vive en ville avec les sujets de pollution de l'air, au bord de la mer avec les questions du trait de côte ou à la montagne avec la perte de l'enneigement dans les stations de ski. Nous ne devons pas renoncer à accélérer sur toutes les mesures qui nous éloigneront du scénario du pire. Depuis mon entrée au gouvernement, nous avons renégocié les appels d'offres des six champs d'éoliennes offshore, pour en construire plus sans dépenser plus. J'ai donné un cap pour que l'industrie automobile propose, dans un délai très court, des véhicules électriques à tout le monde. Les plus modestes peuvent, pour un euro symbolique, faire isoler leur habitation. Sans l'action de la France, l'Europe aurait réautorisé le glyphosate pour dix ans, et ce que nous avons mis en place servira à interdire d'autres molécules. Oui, il faut aller plus loin. Mais on ne peut pas dire qu'on n'a rien fait.

*Acheté et copié par Isabelle et le vélo*